

Les mythes du libre-échange

par Claudio Katz

L'acceptation généralisée du libre-échange est un héritage évident du néolibéralisme. Les échanges sans barrières douanières favorisent les capitalistes des économies les plus avancées au détriment des pays sous-développés. Il n'existe pas d'avantages mutuels dans la spécialisation complémentaire, ni dans la satisfaction des besoins réciproques. Comme les entreprises métropolitaines [des pays dudit Nord] ont un meilleur niveau de productivité, d'industrialisation et d'acquis technologiques, elles obtiennent sur le marché mondial des bénéfices extraordinaires au détriment de leurs fragiles concurrents de la périphérie [les pays dudit Sud].

Ces profits ne proviennent pas de la localisation, des attributs du sol ou des particularités de chaque population. Ils sont l'effet commercial des normes de productivité qui prédominent dans le capitalisme contemporain. Le libre-échange renouvelle la vieille fracture internationale entre les pays exportateurs de matières premières et les économies productrices de produits manufacturés.

Les conséquences de cette différenciation sont visibles. 94% des ventes et 92,5% des achats mondiaux sont réalisés depuis des centres situés dans 25% des pays et les 10 principaux exportateurs contrôlent 56% de ce commerce. Au terme d'une décennie de fortes baisses de tarifs douaniers, les bénéfices de ce modèle pour les pays dépendants sont introuvables. A cause de cela, les partisans enthousiastes du libre-échange sont particulièrement déconcertés, ils n'arrivent pas à expliquer les désastres qu'a provoqués l'ouverture des économies en Amérique latine¹.

Certains analystes argumentent que l'« ouverture fut insuffisante ». Mais, dans ce cas, les résultats devraient être incomplets et non pas désastreux. Il est évident que le recul de l'Amérique latine dans le commerce mondial n'a pas obéi au manque, mais à l'excès de néolibéralisme. Ce recul dérive de la place subordonnée qu'occupe la région dans le processus de mondialisation. Cette fois-ci, l'Amérique latine ne se profile pas comme le bastion colonial qui suscite l'appétit des empires rivaux, mais comme un champ de négoce multiples basés sur la souffrance populaire.

Les multinationales nord-américaines

La libéralisation du commerce est un objectif central des multinationales états-uniennes. L'ouverture leur permet de baisser le coût de leurs processus de fabrications en *maquilas*² et en usines, de rationaliser l'usage des mêmes services dans plusieurs pays et d'obtenir de grands bénéfices avec des privatisations ou des prêts à la périphérie [les pays dudit Sud]. En installant des filiales dans plusieurs zones, ces entreprises profitent des avantages de chaque

¹ Deux exemples de cette stupeur sont: De Soto Hernando. "Es malo que el capitalismo siga fracasando" (*La Nación*, 21-1-04) et Porter Michael. "La receta de Porter para la competitividad de América latina" (*La Nación*, 10-6-04).

² Les *maquilas* sont des entreprises de sous-traitance, filiales de multinationales, faisant appel à une main-d'œuvre non qualifiée. « maquila » est un terme d'origine arabe signifiant « portion de grain, de farine ou d'huile qui revient au meunier pour la mouture ». Ce terme est invariablement associé à une précarité du travail, à une absence de libertés syndicales et de négociations, à des salaires de misère, à des journées de travail interminables et épuisantes et - il faut le souligner - à l'embauche prioritaire de femmes. (ndlr)

région. Mais le cours libre-échangiste poursuit en plus deux objectifs stratégiques : faire baisser les salaires états-uniens et affaiblir les concurrents n'ayant pas un poids mondial.

La pression sur les salaires s'exerce à travers l'importation de biens fabriqués dans la périphérie. La différence de coûts saute aux yeux quand un même produit peut être fabriqué au Mexique ou en Amérique centrale. Mais, bien que ce déplacement de l'investissement soit seulement possible dans certains secteurs, tous les capitalistes font du chantage aux travailleurs avec la même menace : accepter des réductions salariales ou risquer de perdre son emploi, si l'entreprise déménage à l'étranger.

Le libre-échange est une arme des entreprises mondialisées contre leurs pairs qui opèrent seulement sur le marché nord-américain et qui se protègent de cette compétition avec des barrières douanières. La continuité de plusieurs industries (acier), de services (électricité, transporteurs routiers) et de fournisseurs agricoles (viande, lait, sucre) dépend de ces barrières douanières.

Traditionnellement, les gouvernements équilibrent les intérêts des deux secteurs. Bush impulse la Zone de libre-échange des Amériques³ (ALCA, *sigles en espagnol*) en faveur des entreprises mondialisatrices, tout en mettant en place de nombreuses mesures douanières réclamées par les protectionnistes (acier, aviation, agriculture). Mais le cours ascendant de la mondialisation tend à faire pencher la balance en faveur des internationalisés. Ce même arbitrage est perceptible dans le couple Kerry-Edwards, qui réunit un homme des transnationales et un défenseur des industriels locaux menacés.

Le cours libre-échangiste est sujet aussi aux besoins conjoncturels de l'économie nord-américaine. Il est actuellement utilisé pour contrecarrer avec des exportations le déficit commercial⁴ et garantir l'entrée de capitaux extérieurs qui financent le trou fiscal.

Les transnationales européennes

Suivant l'exemple états-unien, les transnationales européennes promeuvent la réduction des barrières douanières pour affaiblir la classe ouvrière. Mais, dans ce cas, elles s'affrontent aux travailleurs les plus organisés et syndicalisés de la planète. L'ouverture est un instrument patronal pour remettre en question les grandes conquêtes sociales sur l'emploi, la sécurité sociale et les normes du travail.

Dans cette région, le libre-échange accélère la constitution d'une classe capitaliste continentale. Ce secteur émerge sur les restes des entreprises qui opèrent seulement à l'échelle nationale ou locale. Cette réorganisation affecte durement la petite production agricole, fortement touchée par l'ouverture et la baisse des subventions publiques des Etats.

Le libre-échange soutient dans cette région l'émergence d'un grand rival monétaire et industriel des Etats-Unis, mais aussi assiste les entreprises déjà associées avec des capitalistes extra-européens. C'est pour cela que la libéralisation prédomine sur la tendance à former un bloc classique protectionniste contre le concurrent d'outre-atlantique. Le profil de l'Union

³ Voir : « *Origine, objectifs et effets de l'ALCA* », CETRI, août 2003, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=574 (ndlr)

⁴ La balance commerciale d'un pays mesure la différence entre ses ventes de marchandises (exportations) et ses achats (importations). Le résultat est le solde commercial (déficitaire ou excédentaire). (ndlr)

européenne n'est cependant pas complètement défini. Pour le moment, on peut seulement constater cette intention d'élargir cette association sur le vieux continent, en absorbant toutes les ressources financières possibles du reste du monde.

Dans cette stratégie, l'Amérique latine constituerait une source additionnelle de négoce si les accords de libre-échange en discussion depuis deux ans⁵ sont adoptés. Mais cette négociation n'est pas prioritaire, car le « pré-carré » du vieux continent se situe en Europe de l'Est. C'est vers cette région que s'orientent les principaux investissements des grandes multinationales.

Ce cadre géopolitique explique pourquoi les capitaux européens pénètrent l'Amérique latine sans défier l'hégémonie états-unienne et sans prétendre étendre la « multipolarité » à la région. C'est pour cela que l'expectative de s'appuyer sur des accords avec l'Europe pour élargir l'autonomie politique de la zone n'a pas de fondements⁶.

Certains analystes soulignent également le caractère plus bénin du capital européen et l'attribuent à un comportement plus respectueux des droits de la périphérie. Cette perception a été réfutée par de multiples expériences⁷. Les privatisations espagnoles de 1995-2000 par exemple se sont transformées en un pillage de ressources naturelles et dans le démantèlement des services publics⁸.

La priorité assignée au solde commercial favorable est également la préoccupation des capitalistes européens avec leurs rivaux nord-américains, comme le montre l'excédent net d'échanges avec l'Amérique latine depuis 1993. Mais l'appétit pour des avantages sans contrepartie a conduit à l'échec de plusieurs tentatives pour obtenir un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur⁹. Les négociateurs du vieux continent exigent tout et ne renoncent à rien. Ils revendiquent en particulier l'ouverture totale de l'industrie et du secteur des services brésiliens, sans concéder de réductions significatives des barrières douanières pour les exportations agricoles sud-américaines.

Les classes dominantes latino-américaines

⁵ Voir : Jacques Tenier, *Les relations entre l'Amérique latine et l'Union européenne après le sommet de Guadalajara*, RISAL, 6 décembre 2004. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1198. (ndlr)

⁶ La prudence européenne en Amérique latine a été évidente durant le dernier sommet des chefs d'état et de gouvernement qui a eu lieu à Guadalajara (Mexique) en mai 2004. Les représentants du « vieux continent » se sont tellement efforcés à éviter toute mise en question des EUA, que la délégation cubaine qualifia ce comportement comme celui d'« agneaux subordonnés à Washington ».

⁷ Voir à ce sujet:

Eduardo Lucita, *Amérique latine : Stagnation de l'ALCA, progression de l'Union Européenne*, RISAL, 28 avril 2004. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=940

Denise Mendez, *Sommet UE - Amérique latine : l'Union européenne suit la stratégie états-unienne*, RISAL, 15 avril 2004. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=927

⁸ Voir à ce sujet:

Luis Hernández Navarro, *La nouvelle conquête espagnole*, RISAL, 8 décembre 2004. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1200

Juan Angullo, *Véllités néo-coloniales*, RISAL, 30 juin 2002. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=323 (ndlr)

⁹ Le Mercosur est une zone régionale de coopération économique du Cône Sud (marché du Cône Sud) qui rassemble le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, en plus de pays associés, le Chili, le Pérou, le Venezuela et l'Équateur. (ndlr)

Pourquoi les pays latino-américains acceptent-ils des accords libre-échangistes aussi désavantageux ? Ceux qui posent cette question oublient le caractère de « diktat » de ces accords. Dans les rares cas où ces accords ont fait l'objet d'une consultation démocratique, le rejet populaire fut contondant. Et comme cette résistance est amplement connue par les gouvernements de la région, toutes les négociations ont lieu en secret, sans respecter des normes constitutionnelles, ni de contrôles parlementaires.

La vague néolibérale a ressuscité la vieille filiation libre-échangiste des classes dominantes et la tradition oligarchique qui conduisit au blocage du développement industriel autonome de l'Amérique latine. Cette résurgence s'appuie sur les bénéfices que beaucoup de groupes capitalistes ont obtenus de la régression subie par les secteurs très indépendants du marché interne.

Les fractions transnationalisées de la bourgeoisie latino-américaine promeuvent le libre-échange pour récolter des miettes du marché états-unien ou européen. Afin d'obtenir cet accès, elles sont capables d'accepter l'inondation d'importations en provenance de la métropole et le contrôle étranger des services publics [privatisés].

Ce type de concessions conduisit au Mexique à l'expansion des *maquilas* frontalières, alors que l'industrie nationale était démantelée et les banques dénationalisées. Au Chili aussi, les exportateurs de fruits, de bois et de minéraux tolèrent, en échange de leurs ventes, la concurrence dévastatrice extérieure dont souffrent les petits industriels et commerçants.

En Amérique centrale, les classes dominantes ont peu à offrir à l'extérieur et pour cela fournissent de la main d'œuvre corvéable et bon marché aux Etats-Unis (EUA), en échange des *remesas*¹⁰ envoyées par les travailleurs émigrés¹¹. Ils négocient en plus séparément des traités de libre-échange qui présupposent l'élimination de toute structure douanière commune.

Même un pays moyennement développé comme l'Argentine négocie honteusement des quotes-parts d'approvisionnement des consommateurs du Nord qui pourraient terminer par porter préjudice à l'ensemble de la classe dominante. Afin de faire entrer des produits dans les métropoles, la poursuite (ou la réduction très lente) de subsides à l'agriculture nord-américaine et européenne, qui met en désavantage les exportations du pays, est acceptée. Mais rester sous le parapluie du libre-échangisme impérialiste est devenu un mal mineur pour une bourgeoisie aussi déconnectée des échanges mondiaux¹².

Modalités et effets

L'ALCA est le principal symbole du libre-échange en Amérique latine, mais ne constitue pour autant qu'un des sentiers de la dérégulation commerciale. Le traité fut conçu à l'origine comme un plan généralisé de réduction des barrières douanières qui devait se conclure en 2005, mais évolue actuellement vers une variante de compromis plus diffus (« *ALCA light* »).

¹⁰ Les sommes d'argent envoyées par les immigrés à leur famille et à leurs proches. (ndlr)

¹¹ Cette dépendance est si grande que déjà 28% de la population du Salvador, 24% de celle du Guatemala et 16% de celle du Honduras reçoivent ces transferts.

¹² Ce type de négociations est encouragé : Redrado Martín. « *La Unión Europea es nuestro socio estratégico* ». Clarín, 27-4-04.

Le récent échec des négociations entre tous les gouvernements – à Cancun (Mexique) à la fin 2003 – confirme ce blocage.

Par contre, les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avancent avec moins d'obstacles. Là, les accords entre l'Europe et les Etats-Unis déterminent l'agenda des négociations que suit la périphérie. Actuellement, les deux puissances (UE et EUA) font pression sur l'Amérique latine pour une rapide dérégulation des services que permet le recouvrement de tous les brevets (spécialement informatiques et médicaux). Le chronogramme de réduction des subsides agricoles qui a été décidé récemment anticipe, en plus, une forte offensive de l'agrobusiness pour imposer l'adaptation de la production alimentaire mondiale à ses besoins.

Le libre-échange s'étend aussi à travers les accords bilatéraux, que les Etats-Unis et l'Europe souscrivent avec différents pays pour empêcher toute résistance unifiée à leur domination. Le gouvernement de Bush a signé ce type d'accords avec différentes nations (Singapour, Australie et Maroc) et en Amérique latine a privilégié le Mexique et le Chili. Il est actuellement embarqué à souscrire des accords séparés avec chaque pays d'Amérique centrale et fait pression sur la Colombie, le Pérou et l'Equateur pour qu'ils adoptent le même chemin. L'Union européenne impulse également des accords bilatéraux avec quelques nations (le Mexique) ou des régions (le Mercosur) et exige invariablement des garanties étatiques pour les investisseurs et une forte participation dans les privatisations.

Les effets sociaux destructeurs de cette dérégulation commerciale sont évidents dans la tragédie de la pauvreté, du chômage et de la misère salariale dont souffre l'Amérique latine. L'ouverture économique n'a pas, ici, réduit seulement les revenus populaires (comme en Europe ou aux Etats-Unis), mais menace en plus la survie de grands secteurs de la population. La vie ne vaut littéralement rien dans l'enfer du travail infantile qui domine dans la région (17 millions d'enfants exploités en Bolivie, au Pérou et au Brésil).

La libéralisation permet d'écouler la superproduction agricole nord-américaine, mais pulvérise les systèmes de culture traditionnelle. Si l'ALENA¹³ a détruit 1,7 millions d'emplois dans la campagne mexicaine, le traité que signeront les pays centraméricains (CAFTA) mettra en pièces les formes de culture dans des pays corrodés par la dénutrition (un habitant sur quatre). Deux multinationales (Cargill et Archer Daniels) préparent déjà une avalanche de maïs et de riz à des prix subventionnés et stimulent pour cela des traités sans restrictions alimentaires dans la zone. En suivant ce chemin, Haïti a abandonné ses vieilles cultures et dépend actuellement de la charité internationale¹⁴.

Les accords en vigueur autorisent l'extension des brevets à des plantes et des animaux d'usage traditionnel (en Equateur et au Pérou) et promeuvent le négoce florissant de la privatisation de l'eau. A mesure que la destruction des zones naturelles annule la vieille gratuité de ce facteur de production, le contrôle des réserves latino-américaines tend à rapporter des profits extraordinaires, spécialement pour les multinationales européennes qui gèrent le service des eaux dans plusieurs pays (Argentine, Mexique et Chili).

¹³ Accord de libre-échange nord-américain entre les EUA, le Canada et le Mexique, entré en vigueur en 1994. (ndlr)

¹⁴ Ricker Tom. "La recolonización del istmo". Correspondencia de Prensa 21-8-04.

La fonction de l'endettement

La sujétion commerciale de l'Amérique latine s'appuie sur l'endettement extérieur de la zone, car ses passifs constituent l'instrument de pression du Fonds monétaire international (FMI) pour imposer des politiques libre-échangistes. En même temps qu'il génère une hémorragie constante des fonds vers l'étranger, la dette renforce l'ouverture et les privatisations. La dette et l'ALCA constituent pour cela les deux visages d'une même domination impérialiste.

Mais le paiement propre de l'hypothèque tend à provoquer la dislocation périodique de l'intégration commerciale. L'agonie du Mercosur, par exemple, obéit dans une large mesure à l'étranglement financier dont souffrent le Brésil et l'Argentine comme conséquence de leurs engagements vis-à-vis de leurs créanciers. Pour « préserver la confiance des marchés », Lula a imposé un niveau de surplus fiscal primaire¹⁵ et une orthodoxie monétaire qui augmente les taux d'intérêt, freine la croissance et remet indéfiniment les réformes sociales. De son côté, Kirchner affronte verbalement le FMI mais effectue d'énormes transferts de devises en faveur de cet organisme, tandis qu'il instrumente un ajustement fiscal drastique pour résoudre avec pauvreté, chômage et bas salaires la sortie du défaut de paiement¹⁶.

Le blocage du Mercosur dérive de cette subordination financière qui empêche le Brésil et l'Argentine de coordonner leurs politiques de change, de forger une zone monétaire, d'éliminer les asymétries des subventions et d'assurer des barrières douanières communes. Tant que chaque pays négociera de son côté avec le FMI et dessinera sa politique économique en fonction de ces négociations, on ne viendra pas à bout des excédents disparates, des calendriers fiscaux singuliers et des taux d'intérêt et d'échanges spécifiques qui bloquent le progrès du Mercosur.

Cette détérioration renforce l'influence des secteurs capitalistes opposés à continuer cette association. Aucun groupe dominant ne questionne les avantages de faire des affaires au Brésil et en Argentine. Mais la priorité du Mercosur par rapport à d'autres accords (ALCA ou traités bilatéraux de libre-échange) est mise en question par certaines élites des deux pays.

Les exportateurs argentins qui vendent en Europe et aux Etats-Unis sont perméables à la pression de ces deux puissances pour neutraliser le Mercosur ou pour l'utiliser contre les industriels brésiliens, qui constituent encore un rival d'importance pour les multinationales de la métropole.

Le Mercosur n'est pas attractif non plus pour les industriels argentins affectés par la concurrence des voisins de Sao Paulo et pour les groupes agroexportateurs du Brésil, qui

¹⁵ Ce qui reste de la récolte fiscale, pour le paiement de la dette publique. (ndlr)

¹⁶ Lors de la terrible crise qui secoua le pays en décembre 2001, le gouvernement argentin avait déclaré un moratoire sur sa dette privée. Ce moratoire a pris fin en ce mois de mars suite à une opération d'échange de bons (« canje ») avec les créanciers privés du pays, qui ont adhéré à plus de 76% à l'offre d'échange des autorités argentines. Selon l'AFP, « en prenant en compte les intérêts échus et non payés, la dette totale en défaut atteignait 102 milliards de dollars. Les investisseurs ont donc du renoncer à 65,6% de leur dû. Le montant de la nouvelle dette qui sera émise par l'Argentine à partir du 1er avril atteindra 35,261 milliards de dollars. » (ndlr)

préfèrent faire leurs propres accords commerciaux internationaux sans supporter le poids des restrictions qu'impose l'association avec l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay¹⁷.

Une autre crise du Mercosur

Les récentes secousses dont a souffert l'association argentino-brésilienne illustrent les déséquilibres qui font traîner cette relation. Un cycle de réactivation économique a dernièrement provoqué une avalanche d'importations du Brésil qui a provoqué la réaction furieuse des entrepreneurs locaux. Ce secteur exige de restaurer les barrières douanières pour protéger la fabrication nationale de vêtements, de chaussures, de glacières, de machines à laver et de télévisions.

Comme accepter ces restrictions détruirait le processus d'intégration et comme les éluder conduirait à un important désastre industriel, Kirchner a opté pour une solution intermédiaire. Il a proposé de négocier un système de quotas, de sauvegardes/protections et de distribution d'investissements qui permette de répondre aux griefs des capitalistes locaux et de leurs rivaux brésiliens. Il a accompagné cet arbitrage improvisé avec des arguments qui font, d'un côté, l'éloge de la « *vigueur de l'intégration* » et, de l'autre côté, appellent à « *défendre l'industrie nationale* ».

Mais, quel que soit l'arrangement de cette controverse, le dépassement des asymétries entre les deux pays est très improbable. La compétitivité de l'industrie argentine est basse par rapport à la brésilienne, car elle opère à une échelle de production et avec des niveaux d'efficacité très inférieurs. Elle reste en plus très affectée par l'ouverture des années 1990.

La préférence marquée envers des investissements étrangers dans le secteur automobile pour le Brésil (10 nouvelles usines inaugurées depuis 1998 et aucune chez son voisin) est un autre symptôme de cette brèche. 59% du marché argentin est déjà occupé par les autos brésiliennes alors que la contre-partie de son associé arrive à peine 2,5%.

Dans l'actuel Mercosur, l'Argentine se profile comme le fournisseur de matières premières et le Brésil comme producteur de biens plus élaborés. Cette division du travail est un effet du libre-échange qui règne à l'intérieur de cette association. Les capitaux circulent avec des restrictions décroissantes et cherchent les avantages qu'offre le marché le plus significatif. Pour la même raison que les EUA profitent du sous-développement latino-américain, le Brésil sort avantagé face à l'Argentine à la petite échelle du Mercosur.

La brèche entre les deux économies est établie depuis l'instant où le progrès du Mercosur commence à se mesurer par le degré de réduction des barrières douanières. Ce paramètre néolibéral typique n'est plus explicitement assumé mais subsiste sous la gestion de Kirchner et Lavagna¹⁸. Les grandes entreprises – ayant des usines des deux côtés de la frontière – continuent à obtenir des bénéfices aux dépens des concurrents plus fragiles qui se situent principalement du côté argentin.

Cette différence ne se corrige pas avec des exhortations (« *réussir une intégration plus équitable* ») ni en essayant une compétition suicidaire entre les deux pays. Rivaliser par des

¹⁷ Un reflet diplomatique de ces désaccords est le refus argentin à favoriser l'entrée du Brésil comme membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

¹⁸ Ministre de l'Economie argentin. (ndlr)

subventions aux entreprises (zone franche¹⁹ de Manaus versus Tierra del Fuego), par des aides en matière de crédits (BNES²⁰ de Brésil versus banques officielles argentines) ou par des bas salaires (qui flexibilisent davantage la législation du travail) conduit à une destruction mutuelle, qui favoriserait la concentration des groupes économiques. Etendre cette concurrence sur le plan financier (celui qui obtient le plus grand excédent fiscal et réduit les dépenses sociales) ou contractuel (celui qui offre les plus grandes prébendes aux investisseurs étrangers) serait encore plus contre-productif.

Le Mercosur languit sous le masque publicitaire de son expansion. Plus grand est le nombre de pays proclamant leur probable adhésion à l'accord, plus grand est le vide de l'association. En réalité, personne ne sait dans quels termes le Chili, le Mexique ou la Communauté andine convergent. Si leur éventuelle incorporation est un acte purement formel, un nouveau sigle s'ajoutera au vaste inventaire d'institutions latino-américaines insignifiantes. Si, au contraire, les accords incluent une quelconque adaptation effective des tarifs douaniers à ceux en vigueur au Mexique ou au Chili, l'élargissement du Mercosur constituerait encore plus une plate-forme pour former une quelconque variante de l'ALCA.

Trois batailles conjointes

Pour avancer vers l'intégration réelle, il faut substituer les objectifs capitalistes par un agenda de revendications populaires. Ce tournant donnerait un sens bénéfique à la vieille aspiration d'articulation des destins de l'Amérique latine. En opposition au chômage, à la pauvreté et à l'exploitation – que renforcent les négociations en cours – il faudrait mettre en oeuvre une intégration basée sur la solidarité, la coopération et la satisfaction des besoins sociaux.

Mais cette voie exigerait de distinguer les intérêts divergents qui séparent les oppresseurs des opprimés). Les travailleurs argentins ne gagnent rien, en prenant parti pour les chefs d'entreprise exportateurs ou pour les industriels protectionnistes qui se disputent des marchés et des subventions publiques. Le peuple brésilien n'améliorera pas non plus son niveau de vie en accompagnant les exigences de ses capitalistes²¹. Ce qui est nécessaire, c'est de tisser des liens de solidarité entre les travailleurs, les paysans, et les chômeurs de toute la région. Pour promouvoir un programme qui résume les revendications sociales communes.

C'est le chemin opposé à celui adopté par les gouvernements de la région. Lula et Kirchner ont changé leur langage, mais pas la politique d'intégration favorable aux classes dominantes. Les mesures économiques hétérodoxes que les deux gouvernements appliquent ne remettent pas en question l'horizon actuel de misère et de régression sociale²².

Un projet d'intégration populaire présenterait des modalités singulières pour chaque pays, mais supposerait de mener trois batailles conjointes : le rejet de l'ALCA, de la dette et de la

¹⁹ Zone géographiquement circonscrite dans laquelle les industriels qui produisent pour l'exportation n'ont pas à payer de droits sur les facteurs de production qu'ils importent et à laquelle ne sont pas applicables, souvent, certains éléments de réglementation nationale. (ndlr)

²⁰ Banque nationale de développement économique et social. (ndlr)

²¹ Le comble de cette identification fut la manifestation que réalisèrent il y a deux mois quelques syndicalistes métallurgistes de Sao Paulo face au Consulat argentin pour exiger des représailles contre tout obstacle douanier aux exportations brésiliennes.

²² Les économistes hétérodoxes les plus critiques ont l'habitude de voir chez le voisin l'exemple à suivre. Les Brésiliens font l'éloge de l' "audace de Kirchner face au FMI", tandis que les Argentins font l'éloge de la "stratégie commerciale et industrielle autonome" de Lula.

militarisation. La connexion entre la dépendance financière et commerciale est évidente et beaucoup de peuples perçoivent qu'il est plus urgent de lutter contre le FMI que de dénoncer l'ouverture économique. Pour cela, tout questionnement de l'ALCA ne prenant pas en compte le paiement de la dette manque de pouvoir de mobilisation.

La résistance contre la militarisation est également prioritaire, car les multinationales impérialistes peuvent seulement recouvrer l'hypothèque et inonder de produits la région, sous le couvert intimidant de bases militaires nord-américaines et de déploiements de *marines*. Il est difficile de pronostiquer si l'échec de l'aventure coloniale en Irak conduira les EUA à la prudence ou à la virulence en Amérique latine. Mais, quelle que soit la variante, la première puissance mondiale cherchera à consolider le contrôle de son « pré-carré ». La compétition militariste qu'ont entamé Bush et Kerry confirme que sur ce terrain il n'y a pas de grandes différences entre eux. Le candidat Kerry a déjà exprimé son inimitié envers le Venezuela et sa volonté d'appuyer les provocations contre Cuba qu'encourage le lobby anti-castriste de Miami.

Mais, dans l'immédiat, le département d'état cherche à encourager la participation des gouvernements latino-américains dans leurs opérations. Ces actions comprennent des exercices conjoints de troupes et la collaboration de gendarmes dans les régions où les EUA ont besoin d'auxiliaires. La présence de troupes sud-américaines en Haïti est l'exemple le plus récent de cette politique.

Mais l'essentiel, ce sont les vents d'émancipation qui soufflent de nouveau sur l'Amérique latine sous l'impact des grandes rébellions populaires. Les conditions pour une campagne contre la dette, l'ALCA et la militarisation sont très propices. Il faut juste mettre les mains à la pâte.

Source : Buenos Aires, novembre 2004

Traduction : Frédéric Lévêque & Ataulfo Riera, pour RISAL (<http://risal.collectifs.net>) et le CADTM (<http://www.cadtm.org>).